

L'appel de détresse de la Fenagri

• Une étude commanditée pour identifier les axes stratégiques

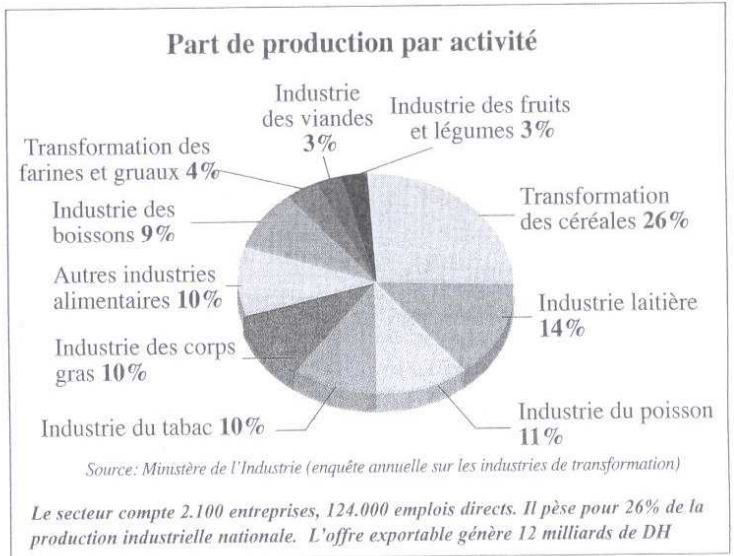
• Les conclusions devront servir de base au contrat-programme

LES agro-industriels dénoncent vigoureusement les importations massives de produits alimentaires, en provenance de Turquie, EAU, Egypte, Arabie saoudite, UE, Chine... Des produits manufacturés à l'étranger qui inondent les rayons des magasins de distribution.

Dans ce contexte fortement concurrentiel, les opérateurs sont contraints d'identifier de nouveaux leviers/relais de croissance. A cet effet, ils viennent de commanditer une étude au cabinet européen Roland Berger. « Cette étude sera orientée marché d'aujourd'hui et de demain. Elle identifiera les besoins du marché (marocain et international dans des pays cibles) dans les 10 ans et définira comment l'industrie nationale pourra répondre aux besoins de

ce marché. Tout en créant un écosystème favorable à l'industrie agroalimentaire», explique Amine Berrada Sounni, président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri). Une fois finalisée, cette étude devra arrêter les axes stratégiques censés servir de base à l'élaboration du contrat-programme avec l'Etat. Pour le président de la Fenagri, « le contrat-programme verra traduire en actions concrètes la stratégie qui sera définie par l'étude ». En tout cas, l'intervention de l'Etat devra préserver un secteur stratégique très exposé qui compte 2.100 entreprises (essentiellement des PME), emploie 124.000 personnes (22% de l'industrie). La production agro-industrielle pèse pour 100 milliards de DH, soit 26% de la production industrielle nationale. Le secteur revendique 12 milliards de DH à l'export (soit plus de 10% de l'offre exportable tous secteurs confondus).

Aujourd'hui, l'activité est sérieusement menacée par les importations tous azimuts. Un processus qui s'est accéléré suite à la signature de différents ALE (Turquie, EAU,



Egypte...). « La menace est bien réelle. Il y a une accélération constatée des importations de toutes origines. La suppression des droits d'importation avec l'Europe implique l'urgence d'une politique claire qui encourage l'investissement et le volontarisme entrepreneurial», insiste le président de la Fenagri. Selon Berrada Sounni, l'urgence de la signature d'un contrat-programme permettra d'actionner les leviers censés contribuer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Les experts s'accordent à dire que la filière agro-industrielle manque sérieusement de taille critique et de compé-

titivité. Un secteur qui reste caractérisé par une baisse continue de ses performances, selon une étude récente du cabinet Arsen Consulting. Le constat aujourd'hui est que le secteur n'est pas exempt de reproches. La filière pâtit de la faible structuration de la chaîne de valorisation en amont (agricole, production/valorisation industrielle, distribution...). En l'absence d'une activité moderne (packaging), l'activité est engloutie par le vrac qui représente l'essentiel de l'offre (huile d'olive, miel, épices, légumineuses, pâtes, céréales...). Ce sont là les multiples freins au développement où l'informel se taille la part du lion. Le secteur souffre aussi du différentiel élevé entre la TVA agricole (nulle) et la TVA agroalimentaire (20%), entraînant la valorisation des produits agricoles en première et en deuxième transformation. « L'harmonisation fiscale n'est pas dans l'agenda du gouvernement actuel. Le chantier de la TVA est ouvert cette année, mais pas dans le sens de la baisse de TVA souhaitable pour le développement du secteur», déplore Berrada Sounni. L'industrie est aussi mal desservie en termes d'IDE et des opportunités induites

Le poids de l'informel

QU'IL soit local ou d'importation (en contrebande ou en sous-facturation), l'informel prend des proportions inquiétantes. Selon la Fédération des industries de conserve des produits agricoles du Maroc (Ficopam), 95% des épices passent par l'informel. L'Etat se contente de contrôler à peine 5%, soit la part qui revient au secteur organisé. Malheureusement, il n'y a pas de statistiques actualisées sur ce phénomène. Les rares chiffres remontent à 2007 et ne prennent pas en compte la contrebande. Selon l'enquête de 2007 du HCP, le secteur non organisé représente 1,55 million d'unités de production et emploie 2,2 millions de personnes, pour une production de 107,9 milliards de DH. Ce qui représente, sur la même période, une croissance de 6,2% par rapport au secteur organisé. « Certaines activités de l'agroalimentaire se prêtent plus que d'autres à l'informel, comme dans les viandes blanches où 90% du poulet sont abattus dans des tueries clandestines contre 10% dans les abattoirs agréés. C'est le cas aussi de l'huile d'olive. Un segment qui compte 128 unités modernes contre 16.000 unités traditionnelles», précise Amine Berrada Sounni, président de la Fenagri. □

par les 55 ALE signés. Auprès de la Fenagri, l'on relativise la faible attractivité des IDE. La Fédération en veut pour preuves l'implantation de Danone (Centrale Laitière), Sofiproteol (Lesieur), Fonds Wimar (Cosumar) ou encore Mondelez (Bimo/Kraft Foods). Certes il y a de nouveaux arrivants, mais cela reste limité à des activités matures. □

Amine ATER